

A la Sécu, la fièvre monte ...

Un seul traitement possible et efficace : la Sauvegarde du Service Public !

Le 8 février 2011, 5 000 salariés de la Sécurité sociale étaient dans la rue – à Paris - pour revendiquer une revalorisation décente de leurs salaires.

Dans sa logique de réduction des dépenses publiques, le gouvernement SARKOZY s'attaque maintenant aux conventions collectives des personnels de la Sécu. Ceci se traduit par un gel des salaires des personnels et par une limitation des moyens ne permettant plus d'assurer le service qui doit être rendu à la population.

Les assurés, les allocataires, les pensionnés sont actuellement traités avec mépris : les délais de paiement provoquent des situations de précarité, les points d'accueil de tous les organismes de Sécurité Sociale sont surchargés...

Les personnels de ces organismes vivent au quotidien des difficultés croissantes : surcharge de travail, stress, problèmes de santé...

Le Parti Communiste Français soutient leur lutte et leur revendication d'accroissement des moyens - notamment humains - nécessaires pour assurer et pérenniser un service de qualité au public.



PCF
Parti communiste français

**FRONT
DE GAUCHE**

La **Sécurité Sociale** a été proposée par **Ambroise CROIZAT, communiste**, ministre du travail qui avait contribué au programme du **Conseil National de la Résistance**.

Cette proposition a abouti à l'ordonnance d'octobre 1945.

Dans son dernier discours à l'Assemblée nationale, le 24 octobre 1950, il disait :

« Jamais nous ne tolérerons qu'un seul des avantages de la sécurité sociale soit mis en péril. Nous défendrons à en perdre la vie et avec la plus grande énergie cette loi humaine et de progrès. »

En 2011... Trouvons la force de défendre nos acquis !

Amplifions les luttes !

Pour exprimer vos colères et exiger des politiques de justice sociale...

Saisissez-vous des ELECTIONS CANTONALES du 20 mars prochain.

Votez pour des candidats engagés pour la défense des services publics !

UTILISEZ LE VOTE FRONT DE GAUCHE !

L'accès aux soins est un droit inaliénable pour tous, qui relève de la solidarité nationale. Il ne doit pas être géré par le privé comme c'est de plus en plus le cas ! L'Etat doit y consacrer les moyens nécessaires ainsi qu'au financement et au fonctionnement des organismes de sécurité sociale : **la santé n'est pas une marchandise !**



Des moyens existent... La taxation des produits financiers issus de la spéculation boursière, par exemple, rapporterait 40 Milliards d'euros par an...

Le « trou » de la sécu serait ainsi comblé, ce qui permettrait notamment de supprimer les franchises médicales, les forfaits hospitaliers, les participations forfaitaires, les remboursements...

Il y a quelques mois des milliers d'hommes et de femmes étaient dans la rue pour s'opposer à la casse de la retraite à 60 ans. Aujourd'hui, des personnels de la sécu, personnels de santé, magistrats, salarié-es... élèvent la voix pour dire « cela suffit ! ».

Les luttes se poursuivent et s'amplifient mais le gouvernement continue à faire la sourde oreille.

Pour le faire céder, il faut que nos luttes trouvent des convergences, de la rue jusqu'aux urnes !

Je souhaite prendre contact :

Nom :

Adresse :

Tél : Mel :

Parti Communiste Français - 18, rue de la Division Leclerc - 67000 – Strasbourg
pcf.fede-67@wanadoo.fr – 09 77 31 13 44

